

# Sarko reviens, tout est devenu flou !

## **Sylvain Grandserre**

Maître d'école en Haute-Normandie

Auteur, chroniqueur (presse, radio)

Ancien porte-parole national pour la démission de X. Darcos et pour le boycott des évaluations nationales

Franchement, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, l'opposition du milieu scolaire au pouvoir politique était autrement plus simple à organiser! Les attaques contre l'école se succédaient faisant se mêler mépris, idéologie et incompétence. On peine à recenser l'ensemble de ce qu'il fallut supporter en si peu de temps : suppression de la carte scolaire, des programmes de 2002, de la classe du samedi matin, de l'accueil des deux ans, de la formation professionnelle et de près de 80.000 emplois ! Dans le même temps, on connut la mise en place du service minimum d'accueil pour casser les mouvements de grève, l'instauration de l'aide personnalisée pour faire disparaître les RASED, l'arrivée des stages de remise à niveau à l'encontre du droit aux vacances des élèves, la passation d'évaluations nationales qui préparaient la mise en concurrence des écoles. Et aussi des projets de jardins d'éveil, de salaire au mérite, d'examen d'entrée au collège, de retour de l'uniforme ou d'EPEP, sans parler des salaires gelés et d'un départ à la retraite n'en finissant plus de reculer.

Bref, avouons que la tâche de l'opposant était facilitée ! Quel éducateur aurait pu soutenir une telle régression ? Où aurait pu se situer la nuance ? Depuis, une autre majorité est arrivée au pouvoir portant un nouveau ministre à la tête du ministère de l'Education nationale. Le nouveau président de la République avait choisi d'axer sa campagne sur la jeunesse en général et l'éducation en particulier. Ces annonces en matière d'emploi en faveur de l'Ecole furent jugées, au mieux irréalistes, au pire irresponsables. Ce fut pourtant le choix des Français qui l'ont porté au pouvoir. D'ailleurs, il choisit lors de son investiture de se rendre très symboliquement au pied de la statue de Jules Ferry. Par ailleurs, fut lancée dès l'été la grande concertation pour la refondation de l'école à laquelle participèrent des centaines de représentants (élus, parents, enseignants, associations) en vue d'aboutir à la rédaction d'un rapport censé préparer une grande loi d'orientation.

Parmi les projets du candidat Hollande figurait la réorganisation des rythmes scolaires. Et pour cause ! Chacun constatait que nous avons la particularité en France d'avoir à la fois le plus faible nombre de jours d'écoles mais aussi les journées les plus chargées, ce qui produisait le redoutable paradoxe de nous faire perdre du temps et d'en manquer cruellement ! Il n'y avait donc rien de surprenant, une fois nommé à son poste, de voir le ministre de l'Education nationale Vincent Peillon s'emparer de cette bien complexe question du temps scolaire. Complexe car notre pays se distingue également par son morcellement territorial : plus de 36.000 communes, près de 53.000 écoles, pour accueillir 6.700.000 écoliers !

Historiquement, les rythmes de l'école n'eurent jamais l'élève pour principal souci. Les congés d'été avaient pour priorité, dans une France encore paysanne, de

restituer à leur famille une jeune main d'œuvre bien utile en période de récolte et de vendange. Plus tard arrivèrent les congés payés, puis le tourisme de masse organisant de vastes transhumances vers les pentes enneigées et les plages surpeuplées. Certes, on convint tardivement qu'une alternance de 7 semaines de travail et de 2 semaines de vacances permettrait de ne pas faire n'importe quoi en la matière, mais même cette mesure resta pour l'essentiel lettre morte. Pour ne rien arranger, le ministre Xavier Darcos supprima □C fait historique - la classe du samedi matin, officiellement pour permettre aux familles de se retrouver le week-end (tout en vantant le travail dominical !) mais officieusement pour que les heures ainsi épargnées aux enseignants soient dues en cours de semaine sous la forme d'une « aide personnalisée » censée remplacer peu à peu les interventions spécialisées des enseignants des RASED. Ainsi, un ministre attaché aux fondamentaux du lire-écrire-compter supprima pour chaque année de classe, 24 matinées de maths et de français, soit l'équivalent de 3 semaines par an !

Pour autant, si les courants d'air politiques ont facilement mis à terre le fragile château de cartes des rythmes, il est évident que toute reconstruction nécessitera doigté et précision. Or, pour mener une si ambitieuse mission, il manqua deux choses. De l'argent tout d'abord. Certes, le dire comme ça est tabou mais nul ne peut ignorer la situation des enseignants français du 1<sup>er</sup> degré. Ils finissent leur carrière avec un salaire inférieur à celui de débutants d'autres pays voisins ! Ils gagnent chaque mois 600 € de moins que leurs collègues du secondaire qui ont pourtant la même grille indiciaire. Ils n'atteignent presque jamais la « hors classe », c'est-à-dire le niveau supérieur de l'avancée d'échelons. Et comme si cela ne suffisait pas, on constate qu'ils sont parmi ceux qui assurent le plus de temps de classe de l'OCDE avec le plus d'élèves ! Bref, comment demander à ceux qui en font le plus en touchant le moins de se mobiliser sur la seule base de leur dévouement et de leur conscience professionnelle ?

Mais il manqua autre chose également : une concertation réelle, directe, avec les acteurs de terrain et non avec leurs seuls représentants (notion vague quand on sait le faible taux de syndicalisation). Les professeurs des écoles, recrutés à bac +5 sont des cadres A de la fonction publique mais souvent considérés par la machinerie scolaire comme de simples exécutants. Comment pouvait-on imaginer leur engagement sans même prévoir, sur le temps de formation continue que sont les animations pédagogiques, des phases d'échanges, de discussions, de concertation ? Si jusque-là certains avaient voulu faire l'école contre les professeurs, ne risquait-on pas soudain de vouloir la faire sans eux ? Et qu'on n'aille pas penser que cela est dit après coup. Voici ce que j'écrivais dès l'été 2012 à propos de la refondation (édito pour le numéro de rentrée des Cahiers pédagogiques): « *Pourtant, ne manquerait-il pas l'essentiel ? L'adhésion à ce processus des centaines de milliers d'enseignants chargés de mettre en œuvre la nouvelle politique scolaire. Comment éviter que l'actuelle concertation ne prenne l'allure d'un lointain débat d'experts ? Comment solliciter une participation qui, au-delà d'un forum électronique, ne soit pas trop virtuelle ? Certes, sont annoncés des concertations locales, des forums et réunions. Mais sur quel temps ? Voilà bien qui s'avère un thème central de préoccupation : la mobilisation de celles et ceux chargés de faire vivre les projets au-delà du bénévolat et des engagements militants. Il ne faudrait pas que ce beau printemps se fasse sans ses hirondelles !* ». Du printemps, nous voici directement passés à l'hiver tant l'automne fut soudainement glacial. La réforme des rythmes scolaires rencontre toutes les difficultés. Les parents ont peur que leur enfant soit mis à la rue dès 15h45 à moins de recourir à des activités complémentaires ou de la garderie payantes. Les enseignants ne comprennent pas qu'on puisse leur demander de revenir 36 fois dans l'année au travail le mercredi sans compensation. Les élus refusent de voir les finances municipales supporter tout le poids d'une

réforme qui réclame dans l'urgence personnel en nombre, locaux adaptés et formation de qualité.

Pour couronner le tout, plusieurs mouvements d'opposition enseignants ont vu le jour. La surprise vint de la forte mobilisation des écoles parisiennes le 22 janvier. Avec des intervenants (professeurs de la ville de Paris) en musique, en sport et en arts visuels payés par la commune et des directeurs déchargés même pour un faible nombre de classes, on ne s'attendait pas à les voir se plaindre les premières. « Corporatisme » ont dit certains. Peurs, déclassement, déconsidération, ras-le-bol répondirent d'autres. Mais d'autres appels furent lancés pour un total de cinq actions en quelques semaines.

Vu de l'extérieur, le résultat est édifiant. Certains mots d'ordre feraient presque penser que nous sommes dans un état totalitaire. On a l'impression que les noms de de Robien, Darcos et Chatel ont été effacés pour être remplacés par celui de Peillon. Est-ce bien sérieux ? Qui peut croire réellement que les choix politiques en matière d'éducation de N. Sarkozy et F. Hollande sont les mêmes ? Où a-t-on vu que L. Chatel et V. Peillon avaient la même conception du rôle de l'école ? Tout se passe comme si des grilles de lecture préétablies étaient plaquées sur des situations nouvelles. Ceci en dit long sur un certain syndicalisme malade, noyauté, très peu représentatif (malgré une cotisation déductible aux 2/3 des impôts), pour lequel le jusqu'au-boutisme serait une forme de crédibilité. On pourrait postuler le contraire et affirmer qu'en demandant l'impossible on s'assure de ne jamais rien changer. De plus, il semble désormais évident que certains revanchards, maltraités par le verdict des urnes, retrouvent un second souffle dans le champ dévasté et délaissé du syndicalisme qui permet de passer de l'ultra-minorité des votes politiques à la majorité des pouvoirs syndicaux.

Que les choses soient bien claires : nombre de revendications ont leur légitimité. On attend toujours de la part du ministère de nouveaux programmes, une revalorisation salariale, la garantie des RASED, la fin de la bureaucratie, la remise en cause du « pilotage » avec son cortège de tableaux et de pourcentages, et même la réhabilitation des « désobésisseurs ». Mais à ceux qui voient - ou bien le font croire - le verre complètement vide, il faut rappeler tout de même que les temps ont changé ! Peut-on continuer d'agir comme si N Sarkozy était au pouvoir ? Peut-on s'opposer de la même façon que s'il n'y avait pas eu d'immenses concertations débouchant tout de même sur un certain nombre de points non négligeables ? Création de 60.000 emplois quand le précédent ministère supprimait le poste d'un retraité sur deux, relance de la formation des maîtres avec la création des Ecoles Supérieures du Professorat et de l'Education quand on a connu le parachutage directement en classe d'étudiants sans formation, retour de la scolarisation dès deux ans, expérimentation par endroit du « plus de maîtres que de classes », tentatives d'une articulation entre primaire et collège, nouvelle considération salariale à l'égard des futurs enseignants, emplois d'avenir en faveur d'étudiants boursiers Que gagne-t-on à nier cette réalité qui ne fait pas tout mais qui n'est pas rien ?

Car à l'heure où l'argument ultime du bien-être de l'enfant est brandi à tout bout de champ, rappelons que pareil engagement aurait gagné en crédibilité s'il s'était exercé à l'égard d'autres mesures du passé autrement plus dangereuses pour nos élèves, quand on leur faisait passer des évaluations les dévalorisant (combien étions-nous à nous y opposer déjà ?), quand on leur supprima l'école du samedi (qui s'en est plaint au fait ?), quand on les fit revenir pendant les vacances pour des stages de remise à niveau du pouvoir d'achat des professeurs ! Sans parler d'autres domaines qui touchent au bien être des élèves et pour lesquels il y aurait aussi nécessité de balayer devant notre porte : les devoirs toujours aussi envahissant bien qu'interdits ; le redoublement toujours aussi inutile mais encore premier réflexe face

à l'échec ; les notes omniprésentes quand d'autres modalités d'évaluation existent. Et les maux de ventre, le mal-être, le stress, la peur de se tromper, toutes les histoires nous revenant aux oreilles de rigidité, de laxisme ou de harcèlement dont les enfants et parfois même les enseignants sont les premières victimes ?

Dans une carrière professionnelle d'une quarantaine d'années, combien d'occasions se présentent de changer en profondeur les choses ? Une ? Peut-être deux ? Nous y sommes je crois. C'est un instant rare, une convergence unique. Des forces progressistes, amies de l'Ecole et de ceux qui la font, ont en main la direction de grandes villes, de départements, de la plupart des régions, de l'assemblée, du sénat, et bien sûr des ministères et de l'Elysée. Cela ne doit en rien faire baisser nos exigences, au contraire puisque leur réalisation est enfin possible. Mais nous ne gagnerons rien à agir comme si seul le rapport de force permettait d'avancer, comme s'il n'existait aucune alternative à la grève et aux slogans éculés. A nous d'inventer de nouvelles relations constructives, empruntes de respect, d'exigence et de bienveillance, telles que notre métier nous y invite. Bref, sortons des caricatures pour dessiner le nouveau portrait d'une école émancipatrice.